



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 75.460/4
du 27 mars 2024

advies 75.460/4
van 27 maart 2024

sur

over

un avant-projet d'ordonnance
de la Région de
Bruxelles-Capitale 'modifiant
l'ordonnance du
29 juillet 2015 introduisant un
prélèvement kilométrique en
Région de Bruxelles-Capitale
sur les poids lourds prévus ou
utilisés pour le transport par
route de marchandises, en
remplacement de
l'eurovignette'

een voorontwerp van
ordonnantie van het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest 'tot
wijziging van de ordonnantie
van 29 juli 2015 tot invoering
van een kilometerheffing in
het Brussels Hoofdstedelijk
Gewest voor zware voertuigen
bedoeld of gebruikt voor het
vervoer van goederen over de
weg, ter vervanging van
het eurovignet'

Le 26 janvier 2024, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles à communiquer un avis dans un délai de trente jours, sur un avant-projet d'ordonnance 'modifiant l'ordonnance du 29 juillet 2015 introduisant un prélèvement kilométrique en région de Bruxelles-capitale sur les poids lourds prévus ou utilisés pour le transport par route de marchandises, en remplacement de l'eurovignette'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 27 mars 2024. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Luc CAMBIER et Géraldine ROSOUX, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Bernard BLERO.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 27 mars 2024.

*

Op 26 januari 2024 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van ordonnantie 'tot wijziging van de ordonnantie van 29 juli 2015 tot invoering van een kilometerheffing in het Brussels hoofdstedelijk gewest voor zware voertuigen bedoeld of gebruikt voor het vervoer van goederen over de weg, ter vervanging van het eurovignet'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 27 maart 2024. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Géraldine ROSOUX, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Bernard BLERO.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 27 maart 2024.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

Article 2

L'article 2 énonce :

« La présente ordonnance modifie l'ordonnance du 29 juillet 2015 introduisant un prélèvement kilométrique en région de Bruxelles-Capitale sur les poids lourds prévus ou utilisés pour le transport par route de marchandises, en remplacement de l'Eurovignette et la met en concordance avec la transposition de la directive 2019/520 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2019 concernant l'interopérabilité des systèmes de télépéage routier et facilitant l'échange transfrontière d'informations relatives au défaut de paiement des redevances routières dans l'Union par l'ordonnance du 19 mai 2022 concernant l'interopérabilité des systèmes de télépéage routier. Elle prévoit également la transposition partielle de la directive (UE) 2022/362 du Parlement européen et du Conseil du 24 février 2022 modifiant les directives 1999/62/CE, 1999/37/CE et (UE) 2019/520 en ce qui concerne la taxation des véhicules pour l'utilisation de certaines infrastructures ».

La première phrase de cet article exprime des considérations de nature explicative et non normative. De telles considérations n'ont pas leur place dans le dispositif d'une ordonnance. Cette phrase sera dès lors omise, et la suite de la disposition revue en conséquence¹.

Article 7

L'article 7 vise à abroger l'alinéa 3 de l'article 9 de l'ordonnance du 29 juillet 2015 'introduisant un prélèvement kilométrique en région de Bruxelles-Capitale sur les poids lourds prévus ou utilisés pour le transport par route de marchandises, en remplacement de l'eurovignette'.

[‡] S'agissant d'un avant-projet d'ordonnance, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ Voir dans le même sens l'avis 75.123/4 donné le 29 janvier 2024 sur un avant-projet d'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale « introduisant une réduction temporaire du prélèvement kilométrique au profit des véhicules à émission nulle », *Doc. parl.*, Parl. Rég. Brux.-Cap., 2023-2024, n° A-842/1, pp. 6-8.

L'abrogation de cet alinéa est également prévue par l'article 5 de l'avant-projet d'ordonnance « introduisant une réduction temporaire du prélèvement kilométrique au profit des véhicules à émission nulle », qui a fait l'objet de l'avis 75.123/4 donné le 29 janvier 2024.

L'auteur de l'avant-projet veillera à la coordination de ces deux avant-projets.

Article 8

1. À l'article 11, § 5, en projet de l'ordonnance du 29 juillet 2015, il est inutile de préciser que la liste des véhicules exonérés est tenue et mise à jour « conformément aux règles de la protection des données à caractère personnel en vigueur ». Cette précision sera omise.
2. La même observation vaut pour l'article 9, 5° (article 12, § 4, alinéa 3, en projet de l'ordonnance du 29 juillet 2015).

Article 9

1. Au 1°, 1^{er} tiret, les mots remplacés « prestataire de services » seront remplacés par les mots « prestataire de service de son choix ».
2. Au 2°, c), l'insertion de l'article « le » sera omise, celle-ci étant déjà opérée par le 2°, b).
3. Le 2°, c), sera, en revanche, complété afin d'apporter une modification similaire aux mots « du poids total en charge autorisé », lesquels figurent également à l'article 12, § 2, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance du 29 juillet 2015.
4. Le 4°, a), vise à modifier la version néerlandaise de l'article 12, § 3, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance du 29 juillet 2015.

L'avant-projet sera complété afin d'y assurer également l'ajout de la mention du prestataire de service principal dans la version française de cette disposition.

5. L'observation qui précède vaut également pour le 4°, e) et g).
6. Le 4°, d), vise à remplacer à de multiples reprises les mots « dispositif d'enregistrement électronique » par les mots « équipement embarqué ».

Dans la version française, les modalités de ces remplacements de mots seront revues et précisées, afin de tenir compte des différences qu'ils entraînent en ce qui concerne l'article lié au mot remplacé (le dispositif / l'équipement, du dispositif / de l'équipement, au dispositif / à l'équipement).

7. L'observation qui précède vaut pour les articles 10, 1° et 4°, b), 15, 1°, b), et 19, 9°, b).

8. Le 4°, f), vise à modifier la version néerlandaise de l'article 12, § 3, alinéa 1^{er}, 4° et 5°, de l'ordonnance du 29 juillet 2015.

L'avant-projet sera complété afin d'y assurer également le remplacement des mots « le détenteur » par les mots « l'utilisateur » dans la version française.

Article 17

1. Le 1°, b), vise à remplacer le mot « *dienstverlener* » par le mot « *dienstaanbieder* », dans la version néerlandaise de l'article 34, § 1^{er}, de l'ordonnance du 29 juillet 2015.

Ce mot n'apparaît toutefois que dans le second paragraphe de cet article 34, lequel est remplacé par le 3°.

L'article 17 sera revu à la lumière de cette observation.

2. L'observation qui précède vaut *mutatis mutandis*, pour le 1°, c).

Article 18

L'auteur de l'avant-projet vérifiera s'il ne convient pas de remplacer également, à l'article 35 de l'ordonnance du 29 juillet 2015, le mot « détenteur » par le mot « utilisateur »².

Article 19

Le 1° sera complété afin d'y prévoir également le remplacement des mots « au détenteur » par les mots « à l'utilisateur », à l'article 36 de l'ordonnance du 29 juillet 2015.

Article 22

L'article 22 vise à abroger les articles 3, 4°, 9, alinéa 2, et 26, § 1^{er}, alinéa 3, de l'ordonnance du 29 juillet 2015.

L'article 3, 4°, de cette ordonnance, est cependant déjà abrogé par l'article 4, 2°, d), de l'avant-projet.

² Voir notamment l'article 19, 1°, de l'avant-projet, modifiant en ce sens l'article 36 de l'ordonnance du 29 juillet 2015.

L'abrogation de l'article 9, alinéa 2, semble pour sa part viser plutôt l'alinéa 3 de cet article, lequel est déjà abrogé par l'article 7 de l'avant-projet (voir également l'observation formulée ci-avant à propos de ce dernier).

L'article 26, § 1^{er}, alinéa 3, est, quant à lui, déjà abrogé par l'article 14, 3°, de l'avant-projet.

L'article 22 sera dès lors omis.

*

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

Artikel 2

Artikel 2 luidt:

“Deze ordonnantie wijzigt de ordonnantie van 29 juli 2015 tot invoering van een kilometerheffing in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor zware voertuigen bedoeld of gebruikt voor het vervoer van goederen over de weg, ter vervanging van het Eurovignet en brengt ze in overeenstemming met de omzetting van richtlijn 2019/520 van het Europees Parlement en de Raad van 19 maart 2019 betreffende de interoperabiliteit van elektronische tolheffingssystemen voor het wegverkeer en ter facilitering van de grensoverschrijdende uitwisseling van informatie over niet-betaling van wegentol in de Unie bij de ordonnantie van 19 mei 2022 betreffende de interoperabiliteit van elektronische tolheffingssystemen voor het wegverkeer. Zij voorziet ook in een gedeeltelijke omzetting van de richtlijn (EU) 2022/362 van het Europees parlement en de Raad van 24 februari 2022 tot wijziging van de Richtlijnen 1999/62/EG, 1999/37 /EG en (EU) 2019/520 betreffende het in rekening brengen van het gebruik van bepaalde infrastructuurvoorzieningen.”

In de eerste zin van dat artikel worden verklarende in plaats van normatieve overwegingen geformuleerd. Dergelijke overwegingen horen niet thuis in het dispositief van een ordonnantie. Die zin moet dus weggelaten worden en het vervolg van de bepaling moet dienovereenkomstig herzien worden.¹

Artikel 7

Artikel 7 strekt tot opheffing van het derde lid van artikel 9 van de ordonnantie van 29 juli 2015 ‘tot invoering van een kilometerheffing in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor zware voertuigen bedoeld of gebruikt voor het vervoer van goederen over de weg, ter vervanging van het Eurovignet’.

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van ordonnantie gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

¹ Zie in dezelfde zin advies 75.123/4 van 29 januari 2024 over een voorontwerp van ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest “betreffende de invoering van een tijdelijke vermindering van de kilometerheffing voor emissievrije voertuigen”, *Parl.St.* Br.Parl. 2023-24, nr. A-842/1, 6-8.

Er wordt eveneens voorzien in de opheffing van dat lid bij artikel 5 van het voorontwerp van ordonnantie ‘betreffende de invoering van een tijdelijke vermindering van de kilometerheffing voor emissievrije voertuigen’, waarover op 29 januari 2024 advies 75.123/4 gegeven is.

De steller van het voorontwerp moet erop toezien dat beide voorontwerpen op elkaar afgestemd zijn.

Artikel 8

1. Het is onnodig om in het ontworpen artikel 11, § 5, van de ordonnantie van 29 juli 2015 te stipuleren dat de lijst van vrijgestelde voertuigen bijgehouden en bijgewerkt wordt “in overeenstemming met de geldende regels ter bescherming van de persoonsgegevens”. Die precisering moet weggelaten worden.

2. Dezelfde opmerking geldt voor artikel 9, 5° (ontworpen artikel 12, § 4, derde lid, van de ordonnantie van 29 juli 2015).

Artikel 9

1. In punt 1°, eerste streepje, moet het te vervangen woord “dienstverlener” vervangen worden door de woorden “dienstverlener naar keuze”.

2. In punt 2°, c), moet de invoeging van het lidwoord “le” weggelaten worden aangezien punt 2°, b) al daartoe strekt.

3. Punt 2°, c), moet daarentegen aldus aangevuld worden dat daarbij voorzien wordt in een vergelijkbare wijziging van de woorden “du poids total en charge autorisé”, die eveneens in artikel 12, § 2, eerste lid, van de ordonnantie van 29 juli 2015 staan.

4. Punt 4°, a), strekt tot wijziging van de Nederlandse tekst van artikel 12, § 3, eerste lid, van de ordonnantie van 29 juli 2015.

Het voorontwerp moet aldus aangevuld worden dat daarin eveneens voorzien wordt in de toevoeging van de vermelding van de “prestataire de service principal” in de Franse tekst van die bepaling.

5. De voorgaande opmerking geldt eveneens voor punt 4°, e) en g).

6. Punt 4°, d), strekt ertoe de woorden “elektronische registratievoorziening” telkens te vervangen door de woorden “boordapparatuur”.

In de Franse tekst moet de wijze waarop de vervanging van die woorden dient te gebeuren herzien en gepreciseerd worden teneinde rekening te houden met de verschillen die de vervanging tot gevolg heeft voor het lidwoord dat bij het vervangen woord hoort (le dispositif / l'équipement, du dispositif / de l'équipement, au dispositif / à l'équipement).

7. De voorgaande opmerking geldt eveneens voor de artikelen 10, 1° en 4°, b), 15, 1°, b), en 19, 9°, b).

8. Punt 4°, f), strekt tot wijziging van de Nederlandse tekst van artikel 12, § 3, eerste lid, 4° en 5°, van de ordonnantie van 29 juli 2015.

Het voorontwerp moet aldus aangevuld worden dat daarin eveneens voorzien wordt in de vervanging van de woorden “le détenteur” door de woorden “l'utilisateur” in de Franse tekst.

Artikel 17

1. Punt 1°, b), strekt tot vervanging van het woord “dienstverlener” door het woord “dienstaanbieder” in de Nederlandse tekst van artikel 34, § 1^{er}, van de ordonnantie van 29 juli 2015.

Dat woord wordt evenwel pas vermeld in de tweede paragraaf van dat artikel 34, welke paragraaf vervangen wordt bij punt 3°.

Artikel 17 moet herzien worden in het licht van die opmerking.

2. De voorgaande opmerking geldt *mutatis mutandis* voor punt 1°, c).

Artikel 18

De steller van het voorontwerp moet nagaan of niet eveneens het woord “houder”, in artikel 35 van de ordonnantie van 29 juli 2015, vervangen moet worden door het woord “gebruiker”.²

Artikel 19

Punt 1° moet aldus aangevuld worden dat in artikel 36 van de ordonnantie van 29 juli 2015 eveneens voorzien wordt in de vervanging van de woorden “aan de houder” door de woorden “aan de gebruiker”.

² Zie met name artikel 19, 1°, van het voorontwerp, waarbij artikel 36 van de ordonnantie van 29 juli 2015 in die zin gewijzigd wordt.

Artikel 22

Artikel 22 strekt tot opheffing van de artikelen 3, 4°, 9, tweede lid, en 26, § 1, derde lid, van de ordonnantie van 29 juli 2015.

Artikel 3, 4°, van die ordonnantie wordt evenwel al opgeheven bij artikel 4, 2°, d), van het voorontwerp.

De opheffing van artikel 9, tweede lid, lijkt dan weer eerder het derde lid van dat artikel te beogen, welk lid al opgeheven wordt bij artikel 7 van het voorontwerp (zie eveneens de opmerking hierboven in verband met dat laatste).

Artikel 26, § 1, derde lid, wordt dan weer opgeheven bij artikel 14, 3°, van het voorontwerp.

Artikel 22 moet dan ook weggelaten worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Bernard BLERO